



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA CHARENTE-MARITIME

ARRÊTÉ N° 12.570

approuvant la révision du plan de prévention des risques naturels de mouvements de terrain approuvé par arrêté préfectoral en date du 18 juin 1990 de la commune de Saintes.

La Préfète du département de la Charente-Maritime

Officier de la légion d'honneur

Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de la construction et de l'habitation ;

Vu le Code de l'environnement et notamment les articles L.562-1 à L.562-9 et R.562-1 à R.562-9, relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles ainsi que les articles L.561-1 à L.561-5 et R.561-1 à R.561-17, relatifs aux mesures de sauvegarde des populations menacées par certains risques naturels majeurs ;

Vu la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;

Vu l'arrêté du 12 janvier 2005 relatif aux subventions accordées au titre du financement par le fonds de prévention des risques naturels majeurs de mesures de prévention des risques naturels majeurs ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 90-251 du 18 juin 1990 approuvant le plan de prévention des risques naturels de mouvements de terrain Charente (ex PER) sur le territoire de la commune de Saintes ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2010-918 du 12 avril 2010 prescrivant la révision du plan de prévention des risques naturels – mouvements de terrain de Saintes approuvé par arrêté préfectoral en date du 18 juin 1990 ;

Vu la demande d'avis transmise au conseil municipal et aux différents services le 23 novembre 2010 ;

Vu l'avis favorable formulé par délibération du conseil municipal de la commune de Saintes en date du 17 décembre 2010 ;

Vu l'avis favorable formulé par délibération du bureau communautaire de la communauté de communes du Pays Santon en date du 13 janvier 2011 ;

Vu l'avis réputé favorable du Syndicat mixte du Pays de la Saintonge Romane ;

Vu l'avis réputé favorable du centre régional de la propriété forestière de Poitou-Charentes ;

Vu l'avis favorable de la Chambre d'Agriculture de la Charente-Maritime en date du 10 janvier 2011 ;

Vu l'avis favorable du service départemental d'Incendie et de Secours du 24 janvier 2011 ;

Vu l'avis favorable du Conseil Régional Poitou-Charentes en date du 6 décembre 2010;

Vu l'avis réputé favorable du Conseil Général de la Charente-Maritime ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 11-1719 du 24 mai 2011 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 10 août 2011;

Vu les pièces du dossier ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Charente-Maritime ;

ARRÊTE

Article 1 : est approuvée telle qu'elle est annexée au présent arrêté, la révision du plan de prévention des risques naturels mouvements de terrain de la commune de Saintes, approuvé par arrêté préfectoral en date du 18 juin 1990.

Ce plan de prévention des risques naturels révisé comprend :

- une note de présentation et ses annexes
- une carte réglementaire au 1/5 000
- un règlement.

Le présent plan de prévention des risques naturels révisé vaut servitude d'utilité publique, et il doit être annexé au plan local d'urbanisme. Un arrêté du maire de la commune de Saintes constatera qu'il a été procédé à la mise à jour du plan local d'urbanisme. À défaut, et conformément à l'article L.126-1 du Code de l'urbanisme, les services de l'État y procéderont d'office.

La gestion de la présente servitude d'utilité publique sera assurée par les services de l'État concernés.

Article 2 : l'approbation du présent plan de prévention des risques naturels révisé emporte abrogation des dispositions correspondantes de l'ancien plan.

Article 3 : le présent plan de prévention des risques naturels révisé sera tenu à la disposition du public dans les locaux de la mairie de Saintes, du siège de la communauté de communes du Pays Santon, du siège du syndicat mixte du Pays de la Saintonge Romane, de la sous-préfecture de Saintes et de la préfecture de Charente-Maritime, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux.

Article 4 : le présent arrêté sera :

- notifié au maire de la commune de Saintes qui assurera son affichage pendant au moins un mois en mairie de Saintes,
- notifié au président de la communauté de communes du Pays Santon qui assurera son affichage pendant un mois au siège de cet établissement public,


- notifié au président du syndicat mixte du Pays de la Saintonge Romane qui assurera son affichage pendant un mois au siège de cet établissement public,
 - publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Charente-Maritime.
- Il fera l'objet d'une mention en caractères apparents dans le journal *Sud-Ouest*.

Article 5 :

- le secrétaire général de la préfecture,
 - le sous-préfet de l'arrondissement de Saintes,
 - le maire de la commune de Saintes,
 - le président de la communauté de communes du Pays Santon,
 - le président du syndicat mixte du Pays de la Saintonge Romane,
 - le directeur départemental des Territoires et de la Mer,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La Rochelle, le - 8 MARS 2012

La Préfète,



Béatrice ADOLLIVIER

